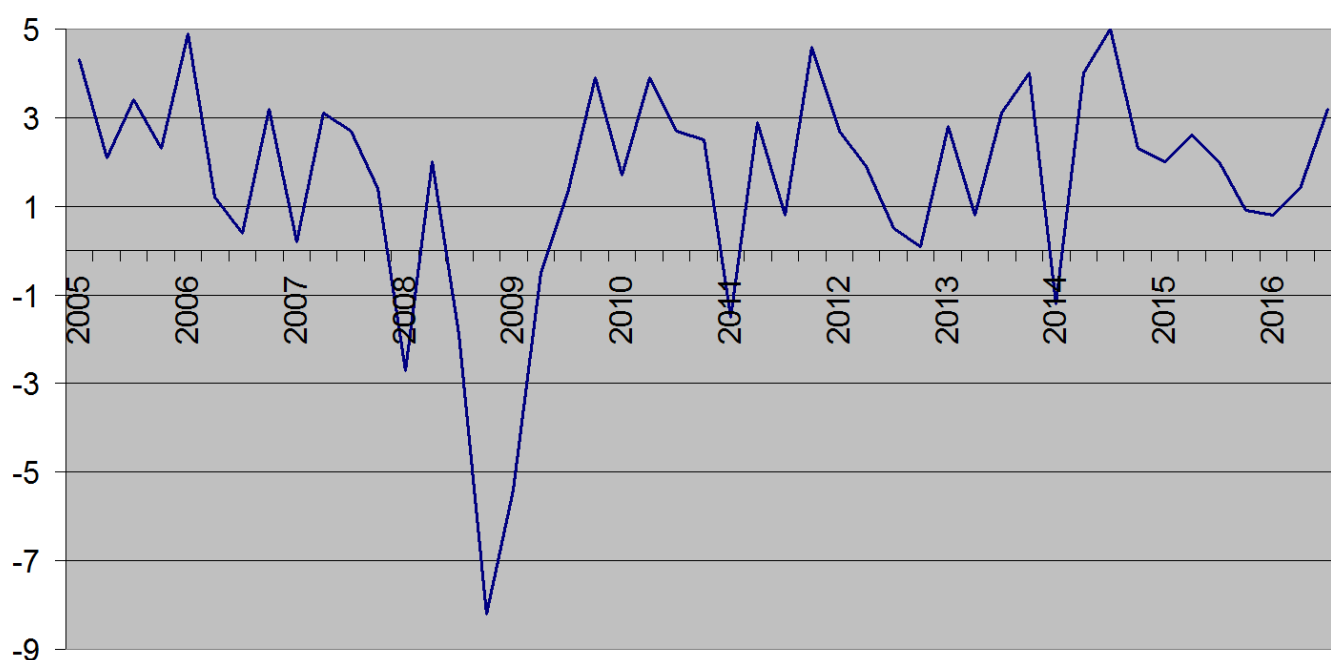


Une croissance américaine en trompe l'œil : vers une nouvelle récession aux USA

Selon certains commentateurs, l'économie américaine irait mieux et serait sur le point de sortir la longue dépression qui a démarré en 2008. Ils s'appuient sur le chiffre de la croissance du 3^{ème} trimestre 2016 : +3,2% (en rythme annuel), en nette progression par rapport aux trois trimestres précédents (où la croissance tournait autour de 1%). Mais ce « bon » chiffre cache une économie qui va mal et qui est sur le point de basculer dans une nouvelle récession.

Taux de croissance du PIB



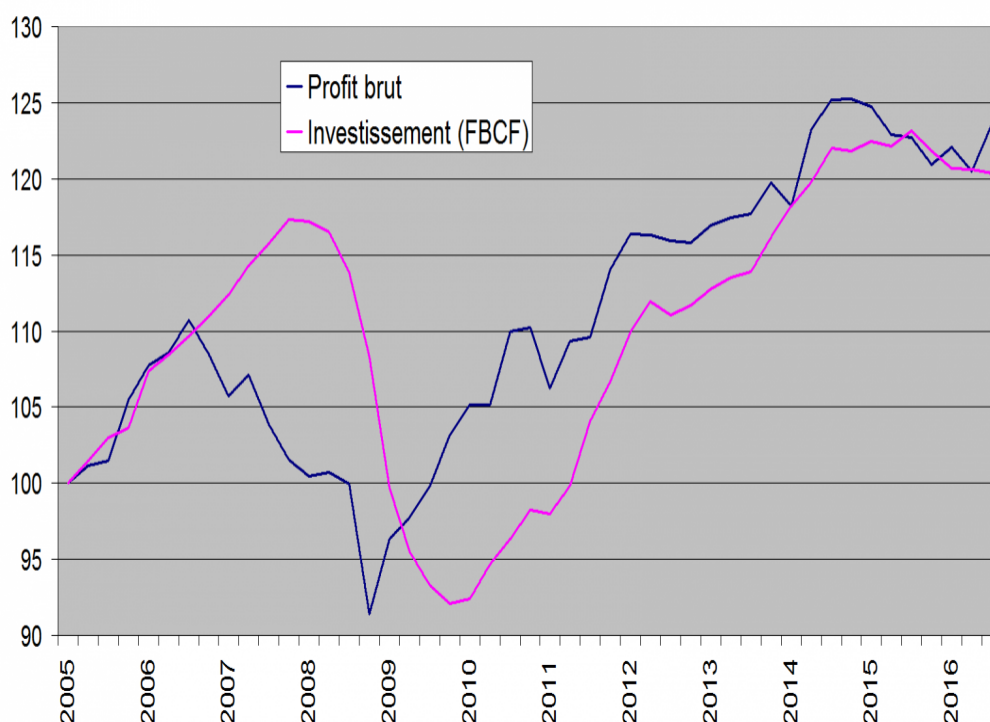
La croissance US est avant tout tirée par la consommation des ménages, mais l'investissement des entreprises ne repart toujours pas.

Pour dresser le bilan de santé de l'économie US, il faut examiner le niveau des profits. C'est la variable déterminante. Fin 2006, la masse des profits (corrigée de l'évolution des prix) a baissé, ce qui a entraîné quelques trimestres plus tard une chute de l'investissement et l'entrée en récession. La récession a ensuite entraîné une baisse de la consommation. Les économistes keynésiens antilibéraux inversent les causes et les conséquences, mais les faits sont têtus, et la variable déterminante est bien celle du profit. Les antilibéraux nous disent également que les profits sont mirobolants mais que les capitalistes font la « grève » de l'investissement. C'est une théorie complotiste qui conçoit les capitalistes comme des acteurs qui font ce qu'ils veulent. Or, ils sont soumis aux lois capitalistes, et ils doivent investir pour rester compétitifs. Ils ne peuvent pas s'arrêter soudainement d'investir pour se gaver de dividendes. Les faits démontrent

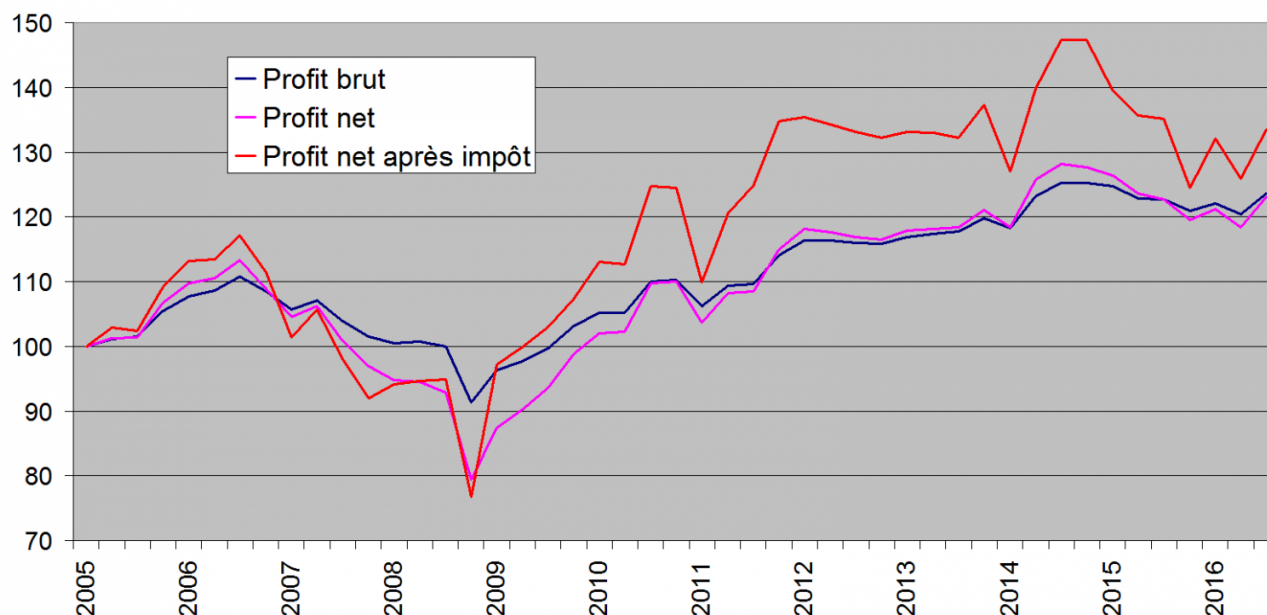
d'ailleurs que cette théorie est un mythe : la courbe de l'investissement suit la courbe des profits, avec quelques trimestres de retard. Comme le disait ce brave Helmut Schmidt, les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain. Et si l'investissement, et par voie de conséquence la croissance, est aussi faible, c'est tout simplement parce que les profits sont faibles.

Depuis fin 2014, la masse des profits est sur une tendance baissière (malgré un rebond lors du 3^{ème} trimestre 2016). Et depuis fin 2015, on constate que l'investissement des entreprises baisse également légèrement. La corrélation décalée entre profit et investissement se vérifie une fois de plus, mais nos amis antikeynésiens antilibéraux continuent à cacher ce fait stylisé remarquable. Ils préfèrent continuer à propager leurs mythes sur le fait que la faible croissance est due à la faiblesse des salaires ou à une grève de l'investissement des capitalistes.

Profit et investissement brut



Si on compare l'évolution des profits avant impôt et après impôt, on remarque que les profits après impôts se sont davantage redressé que les profits avant impôt entre 2009 et 2014. Cela montre qu'Obama a été très généreux avec les capitalistes et a cherché à compenser les effets de la crise sur les profits des capitalistes.

Profits brut et net

Le profit brut correspond à la valeur ajoutée brute moins les salaires (cotisations comprises) versés ; le profit net est égal au profit brut moins l'amortissement du capital ; l'amortissement du capital correspond à la perte de valeur des moyens de production au cours de l'année (et donc à la valeur nécessaire pour les remplacer)

Trump propose un « choc fiscal » sur les entreprises puisqu'il veut abaisser le taux d'impôt sur les sociétés de 35% à 15%. Avec son plan de construction et de rénovation des infrastructures publiques, il promet également de gros chèques aux entreprises qui décrocheront ces marchés publics. Il se révèle être l'élève modèle des institutions internationales (OCDE, FMI) qui appellent désormais les Etats à augmenter les dépenses publiques. Les capitalistes peuvent se frotter les mains, comme ils peuvent se féliciter de ses projets de dérégulation du secteur bancaire. Mais Trump, ne parviendra pas à sortir les USA de la longue dépression en creusant massivement le déficit public, en pratiquant une sorte de « keynésianisme réactionnaire » du type de celui de Reagan dans les années 1980. Les capitalistes sont euphoriques, comme le montre la hausse du cours des actions depuis l'élection de Trump. Cela ne fait que gonfler une bulle financière de plus en plus déconnectée des profits réels. Et le taux de profit ne se redressera pas significativement tant que le capital excédentaire n'aura pas été massivement dévalorisé. L'aide massive apportée aux gros capitalistes a une lourde contrepartie : il empêche le système de repartir en empêchant les faillites des grands groupes et par là même une dévalorisation massive de capital. C'est pourquoi la sortie de la longue dépression entamée depuis 2008 ne pourra se faire que dans le sang (au sens propre en cas de guerre) ou les larmes (par une vague importante de faillites et donc une hausse vertigineuse du chômage). C'est pourquoi aussi l'alternative entre socialisme et barbarie n'a jamais été aussi vérifiée.

L'atterrissage risque d'être brutal et rapide. En effet, la politique « expansionniste » de Trump, mais aussi ses vellétés protectionnistes, ses freins à l'immigration, ou la hausse

du prix du pétrole poussent à la hausse des taux d'intérêt. La Réserve Fédérale pourrait augmenter ses taux lors de sa prochaine réunion les 13 et 14 décembre pour faire face au risque d'inflation et de dépréciation du dollar. Cela pourrait précipiter l'entrée des USA et du monde dans une nouvelle grande récession. Après 8 années de dépression économique, les Etats capitalistes n'auront pas les mêmes armes pour faire face à ce nouveau rebond de la crise. Les conséquences risquent d'être terribles pour les travailleurs, avec une envolée du chômage et des attaques terribles contre le monde du travail. Fillon est le candidat idéal de la bourgeoisie pour appliquer cette thérapie de choc. L'urgence d'une alternative communiste à un système de plus en plus barbare est aujourd'hui posée, et c'est à notre parti et à notre candidat, Philippe Poutou, de la porter haut et fort dans les semaines qui viennent.

Gaston Lefranc, le 3 décembre 2016